

Nicolas Hulot appelle les zadistes à la raison lors d'une conférence de presse après une réunion majeure à Nantes



Une délégation de huit opposants a rencontré, ce mercredi à Nantes, le ministre de la Transition écologique et la préfète des Pays de La Loire. Nicolas Hulot et Nicole Klein ont tenté de mettre fin au conflit.

Trois mois après l'abandon du projet de Notre-Dame-des-Landes, la réunion de la dernière chance entre les autorités et les occupants de la ZAD semble avoir accouché d'une souris. Selon les zadistes, *"aucune ligne n'a bougé"*. Nicolas Hulot appelle pourtant les militants à *"saisir la main que le gouvernement leur a tendu"*.

À l'issue de la réunion, Nicolas Hulot s'est exprimé dans le cadre d'une conférence de presse.

"Nous avons un sentiment de tristesse, de gâchis, que j'espère provisoire. À l'origine, c'était un combat mené pour préserver les terres agricoles, les zones humides et la biodiversité. Sauf à me tromper, ce combat-là a été atteint. (...) Il faut peut-être s'interroger afin de savoir s'il ne faut pas, à un moment ou à un autre, cesser un combat que l'on pense gagné."

Selon Nicolas Hulot, le gouvernement est désormais *"en droit d'attendre un geste, un retour à l'ordre pour la tranquillité des habitants qui subissent une situation qui n'est plus tolérable."*

"Ne rentrons pas dans une spirale de violence. Ne confondons pas écologie et anarchie, et sachons maintenant passer à une nouvelle étape."

Nicole Klein, la préfète des Pays-de-la-Loire, a souhaité offrir *"une porte de sortie"* aux zadistes et aux agriculteurs. Ils bénéficient d'un délai supplémentaire, jusqu'au 23 avril, afin d'enregistrer leurs projets agricoles. Ils devront donner leurs noms notamment. Cette déclaration est un préalable à la signature éventuelle de baux agricoles précaires. La préfète a tenu à mettre en garde les militants encore présents sur le site de Notre-Dame-des-Landes.

"S'ils ne répondent pas a minima à cette demande, le président de la République a été très clair, il y aura de nouveau des expulsions."

Les zadistes déplorent *"l'ultimatum du 23"*. Ils considèrent cette date comme une sorte de *"coupure"* et de *"chantage à la terreur"*. Le Premier ministre Edouard Philippe a précisé à l'Assemblée nationale ce mercredi que les *"occupants illégaux"* qui ne régulariseront pas rapidement leur situation *"quitteront les lieux"* car *"force doit rester à la loi"*.

De nouvelles évacuations sont donc à prévoir si les derniers zadistes présents sur le site de Notre-Dame-des-Landes restent sur

place, sans la moindre déclaration, après le 23 avril prochain.